

ASSEMBLEE DE CORSE

5 EME SESSION EXTRA-ORDINAIRE DE 2018

28 ET 29 JUIN 2018

**RAPPORT DE MONSIEUR
LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**MISE A DISPOSITION D'UN AGENT DE LA COLLECTIVITE
DE CORSE AUPRES DE LA SEM DES CHEMINS DE FER DE
LA CORSE**

COMMISSION(S) COMPETENTE(S) :

Commission des Finances et de la Fiscalité

RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE

Par délibération n° 11/242 AC en date du 27 octobre 2011, l'Assemblée de Corse a voté la création de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale (SAEML) des Chemins de fer de la Corse, et a désigné cette société, par délibération n°11/327 AC du 16 décembre 2011, titulaire de la nouvelle convention d'exploitation de services et de gestion du réseau ferroviaire.

Dans ce cadre, la SAEML des Chemins de Fer de la Corse dispose de missions élargies, lui conférant l'exploitation du réseau ferré de la Corse, ainsi que de tous services publics et accessoirement privés, de transport de voyageurs et de marchandises, sur le périmètre de la Collectivité de Corse.

Or, la Chambre Régionale des Comptes a récemment procédé à l'examen de la gestion de cette société, et a formulé, en rendant son rapport d'observations définitives, un certain nombre d'observations et de recommandations auprès, notamment des ordonnateurs des collectivités territoriales.

Sur ces bases, il est proposé de mettre à disposition de cette société un cadre de la Collectivité de Corse, qui aura pour mission de mettre en œuvre une partie des recommandations préconisées par la Chambre Régionale des Comptes, dans le cadre des missions de service public confiées par la Collectivité à la SAEML des Chemins de Fer de la Corse, et particulièrement:

- Engager une réflexion d'ensemble sur le dimensionnement des services qui s'extraie du cadre organisationnel actuel et prenne en compte les pistes de productivité observées au niveau de chaque service opérationnel, y compris par mutualisation des moyens.
- Engager des discussions sur l'accord d'entreprise pour redonner plus de flexibilité à l'organisation, supprimer les erreurs de plume, et réécrire les parties contradictoires favorisant la sous-activité et la non application du nombre annuel d'heures de travail.
- Mettre en œuvre un réel plan de formation pluriannuel, reposant sur une analyse des besoins en compétences et perspectives d'évolution en emplois, relayés par les entretiens annuels professionnels qui restent également à mettre en place, conformément aux accords d'entreprise.

Plus généralement, les missions confiées à ce cadre seront liées aux points suivants :

- Mise en œuvre et accompagnement du service paie pour la mise en place du prélèvement à la source.
- Appui au Directeur Général dans la tenue et les travaux du Conseil Economique et Social.
- Conseil auprès de la direction générale pour une réflexion sur l'organisation du service des ressources humaines.

Il convient de noter que cette mise à disposition est prévue à l'article 61 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 qui dispose que: " *la mise à disposition est possible auprès d'organismes contribuant à la mise en œuvre d'une politique de l'Etat, des Collectivités territoriales ou de leurs établissements publics administratifs, pour l'exercice des seules missions de service public confiées à ces organismes.*"

Enfin, il est à préciser que la rémunération du cadre mis à disposition ainsi que les charges salariales induites seront acquittées par la Collectivité de Corse et donneront lieu à remboursements par la SAEML des Chemins de Fer de la Corse, à terme échu, au vu des titres de recettes émis par la Collectivité de Corse.

Je vous demande de bien vouloir en délibérer.